

C.C.T.P
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**ENTRETIEN, MAINTENANCE, DESINCARCERATION ET TELEALARME
D'ASCENSEURS DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 et R. 2123-4/5/6/ du Code
&
Accord-cadre Mono-attributaire : article –L.2125-1 et du Code ;
&
A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code ;

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
93200 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE :

| | | |
|-----------|---|---|
| Article 1 | OBJET DU MARCHE..... | 1 |
| Article 2 | ALLOTISSEMENT | 1 |
| Article 3 | REGLEMENTATION EN VIGUEUR..... | 1 |
| ARTICLE 4 | DISPOSITION D'INTERVENTIONS | 1 |
| ARTICLE 5 | RESULTATS D'INTERVENTIONS | 2 |
| Article 6 | DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DEFINITION DES PRESTATIONS | 2 |
| Article 7 | ENTRETIEN DU SYSTEME DE TELEALARME | 5 |
| Article 8 | LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LE MARCHE | 6 |

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet l'entretien, la maintenance préventive et curative, la désincarcération et la téléalarme d'ascenseurs du centre hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti : les prestations objets du marché sont indissociables.

ARTICLE 3 REGLEMENTATION EN VIGUEUR

L'établissement est soumis aux textes réglementaires suivants :

- Code du travail,
- Code de la construction et de l'habitation,
- Règlement de sécurité dans les établissements recevant du public.

Les vérifications seront conduites par référence à la législation en vigueur.

Il est demandé au prestataire que la maintenance des appareils faisant l'objet du présent contrat permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers doit être le souci constant du prestataire dans la réalisation du contrat.

Le prestataire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est notamment responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que les vols qui pourraient être commis par lui.

Ne sont pas inclus aux prestations, et feront l'objet de facturation spécifiques :

- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, l'incendie, l'explosion, les catastrophes naturelles, l'accident indépendant de l'action du titulaire.
- Les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme.

ARTICLE 4 DISPOSITION D'INTERVENTIONS

Dès l'obtention du marché, le personnel de la société titulaire appelé à intervenir sur les sites du Centre Hospitalier de Saint-Denis, doit être déclaré par courrier à la direction des travaux et des services techniques.

Ce courrier doit mentionner pour chaque agent :

- Son identité,
- Sa fonction dans l'entreprise,
- Ses qualifications.

Nous exigeons de la part du titulaire un personnel qualifié et nous nous réservons le droit de refuser un technicien par manque de qualification.

Le personnel du titulaire devra être accompagné au départ des interventions par un Technicien Supérieur du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Une liste des personnes responsables sera transmise au titulaire du marché.

L'entreprise Titulaire respectera le décret 92-158 du 20/02/1992 **fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure** et satisfera aux exigences du Centre Hospitalier de Saint-Denis qui en découlent.

Elle devra fixer les périodes les plus favorables pour réduire les gênes éventuelles et perturbations de l'exploitation.

A défaut, les pénalités sont prévues au **C.C.A.P.**

ARTICLE 5 RESULTATS D'INTERVENTIONS

Les résultats d'interventions seront consignés dans un rapport où les différents niveaux, services, locaux, apparaîtront très clairement.

Ces rapports comprendront également si possible, des schémas de principe des installations ainsi que les spécifications d'amélioration éventuellement nécessaires.

Ces rapports seront envoyés en 3 exemplaires aux Services Techniques à l'attention de l'Ingénieur en Chef des Services Techniques sous quinzaine maximum après les interventions sur sites.

Ces différents rapports seront transmis également sous forme de fichiers informatiques pour en permettre une meilleure exploitation ; à savoir :

Un fichier sous traitement de texte couramment utilisé à l'hôpital résumera les divers points à mettre en conformité.

Un fichier sous un logiciel de D.A.O. (extension informatique D.W.G.), faisant bien apparaître les parties de l'installation non conformes.

ARTICLE 6 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DEFINITION DES PRESTATIONS

6.1 Textes Applicables

Toute la réglementation en vigueur, applicable aux Etablissements Recevant du Public (E.R.P.)

6.2 Description des opérations minimales d'entretien

Afin de garantir une prestation conforme, le titulaire devra assurer la fourniture de l'outil de dépannage spécifique requis. Il est essentiel que celui-ci démontre sa capacité à entretenir les technologies en place sur le site.

Le titulaire devra également prouver que ses techniciens maîtrisent pleinement les technologies des appareils concernés. À ce titre, une visite du site sera obligatoire.

Enfin, il est impératif de justifier une expérience préalable avec des équipements similaires à ceux des ascenseurs dans le centre hospitalier.

(Voir ANNEXE 1)

6.3 Définition des Prestations

6.3.1 Visite préventive et curative

Conformément à ce que rend possible le C.C.A.G-F.C.S, sont intégrées au marché les opérations de maintenance des prestations livrées, qui comprennent tant les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, que l'entretien préventif.

L'entretien préventif sera réalisé selon la périodicité fixée par l'annexe 1 du présent CCTP et la réglementation en vigueur.

Le prestataire s'engage à effectuer les visites préventives et tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du C.C.A.G-F.C.S, la période d'intervention s'étend :

- pour la désincarcération de personnes : 7jrs/7, 24 heures/24 y compris les jours fériés.

Il est rappelé à ce titre, que le technicien d'astreinte devra intervenir sous ½ heure maximum à réception de la demande transmise par le pouvoir adjudicateur.

- Pour le dépannage d'un appareil : le délai d'intervention est de 3 heures maximum à compter de la demande transmise par le pouvoir adjudicateur.

Le délai de remise en service de l'appareil est de 4 heures à compter de l'intervention de dépannage et de 3 jours ouvrés en cas de remplacement de pièces importantes (carte électronique, sélecteur, câbles et organe de sécurité).

En cas de non-respect des délais d'exécution, il sera fait application des pénalités de retard prévues au présent marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 133 du C.C.A.G-F.C.S.

Le titulaire a une obligation de conseil concernant notamment une maintenance préventive.

Il se tient à la disposition du Centre hospitalier de Saint Denis, sans contrepartie financière, dans le cadre d'éventuels audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'hôpital.

6.4 Fournitures

Les fournitures se rapportant au matériel confié au Titulaire seront livrées et mises en place exclusivement par le Titulaire sauf accord préalable avec les Services Techniques.

Toute fourniture livrée par Le Titulaire n'entrant pas dans le cadre des visites contractuelles, sera facturée au prix en vigueur à la date de la livraison, en sus du prix forfaitaire.

Le prestataire s'engage auprès du Centre Hospitalier de Saint-Denis à présenter systématiquement un devis détaillé pour toutes pièces, matériels et/ou prestations nécessaires à une maintenance curative. La présentation de ce devis ne devra pas excéder 3 jours à compter de la demande. Il conviendra aux Services Techniques, d'accepter ou de refuser le devis et d'en définir l'opportunité.

Ces fournitures devront obligatoirement être conformes et compatibles avec le matériel existant. Un certificat de conformité et/ou compatibilité du fournisseur sera joint au devis.

Le prix d'acquisition des fournitures devra être également justifié sur facture acquittée par le prestataire à son fournisseur.

Le coefficient des pièces détachées ne devra pas dépasser en aucun cas 1,20 sur le montant hors taxe remis (facture à joindre en justificatif).

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut s'approvisionner un lot de pièces consommables et de premier dépannage proposé par le Titulaire suivant liste à définir ; ces pièces seront stockées sur place et tenues à la disposition du spécialiste du Titulaire lors de ses interventions.

6.5 Exécution des travaux d'entretien

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux d'entretien prévus dans le présent contrat.

Il est seul responsable des dommages que l'exécution des travaux d'entretien peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

6.6 Contrôle d'exécution

Les visites contractuelles seront consignées sur un document qui devra être signé simultanément par le Centre Hospitalier et le Technicien du Titulaire.

Nota : Les conditions et les fréquences d'intervention sont définies en ANNEXE 1

6.7 Propreté du chantier

Le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du Centre hospitalier de St Denis, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le contrat à l'encontre du titulaire.

Le titulaire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers doivent être évacués du chantier de façon continue.

6.8 Sécurité sur le chantier

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

Le Centre hospitalier a toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le titulaire doit s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives sont privilégiés et posés en début de chantier (protection des baies palières, balustrades, éclairage des accès, rampes, protections électriques, élingage de la cabine et du contrepoies, etc.)

Si lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par le responsable technique du Centre Hospitalier de St Denis. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge du titulaire.

Le titulaire respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au titulaire de faire appliquer à son personnel et à ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

ARTICLE 7 ENTRETIEN DU SYSTEME DE TELEALARME

Le Titulaire réalise dans le cadre du présent contrat :

L'entretien complet du système de transmission d'alarme, de la cabine jusqu'à la machinerie, et éventuellement compris le tableau d'alarme situé dans les locaux du Centre Hospitalier de Saint-Denis, notamment les conducteurs électriques et les systèmes de transmission radioélectrique, les lampes et sonneries témoins, les circuits pré-imprimés, les armoires et tableaux de contrôle, les batteries et systèmes d'alimentation électrique, les systèmes de transmission d'alarme inter gardien lorsque cet équipement existe, le système de reprise d'alarme depuis le tableau d'alarme situé dans les locaux du Bénéficiaire jusqu'à et y compris les appareillages de retransmission prioritaire des alarmes sur les réseaux auto commutés de l'opérateur.

Le remplacement de tous les matériels défectueux quelle que soit la cause de ces déficiences, normale ou accidentelle, sauf acte de grande violence ;

Le Titulaire **doit assurer la réception des appels** 24 heures sur 24, toute l'année, concernant les messages d'alarme. Il doit également garantir la conservation, l'archivage et la fourniture de ces messages à chaque Bénéficiaire à tout moment, sur simple demande.

Le Titulaire ou son cotraitant assure l'entretien complet, le dépannage et le remplacement immédiat de tout ou partie du matériel de la Centrale de Veille assurant la surveillance des installations de l'établissement.

L'abonnement téléphonique est à la charge du Centre Hospitalier. A chaque visite d'entretien, le Titulaire s'engage à procéder aux essais de bon fonctionnement de la phonie.

Lors des interventions de désincarcération ou pour la remise en service d'un appareil, le Titulaire doit contacter la centrale de veille par l'intermédiaire de la téléalarme pour rendre compte de son intervention.

Si la téléphonie ne fonctionne pas (absence de communication lors de l'essai avec le centre de réception), le titulaire informe immédiatement l'établissement et procède à la mise à l'arrêt de l'appareil concerné.

Il informe le responsable de site et procède à l'affichage de la mise à l'arrêt sur la porte de l'ascenseur.

Les appels pompiers, et les systèmes de non-stop ascenseurs, sont à la charge du titulaire et seront maintenus en parfait état de fonctionnement, afin de répondre aux exigences des commissions de sécurité de l'établissement.

Le titulaire assure 24h/24 et 7j/7 l'assistance téléphonique en cas de personnes bloquées en cabine à l'aide du système de téléalarme permettant la liaison bidirectionnelle entre la cabine et le centre d'appel du titulaire.

L'appel est effectué depuis l'intérieur de la cabine, il est ensuite transmis à un conseiller du centre d'appel du titulaire qui transmet automatiquement les données nécessaires à l'intervention du technicien.

Le titulaire maintient le système d'urgence de la téléalarme, effectue des tests fonctionnels de ce système et vérifie les mesures prescrites pour le déblocage des personnes.

7.1 Contenu des Rapports de Visites

A la suite de son intervention, le prestataire adressera :

Un compte-rendu détaillé reprenant le programme de la vérification et indiquant de manière très précise les observations faites en cours d'intervention.

Ce compte rendu comportera entre autres :

- Les caractéristiques de l'installation et/ou de l'appareil concerné avec son numéro de repère et son lieu d'affectation,
- Les textes de référence en fonction desquels la vérification est effectuée,
- Les constatations sur l'état de fonctionnement des dispositifs,
- L'avis technique émis sur l'état du matériel en fonction des observations formulées,
- Il devra apparaître clairement en fin de rapport si l'installation et/ou les appareils sont conformes et les opérations éventuelles à effectuer.

Nota : Les problèmes spécifiques feront l'objet d'une correspondance particulière, à l'attention des Services Techniques.

7.2 Calendrier des Visites

Le prestataire procèdera à une mise en place du calendrier de visite en accord avec les Services Techniques envoyé par courriel aux services techniques..

7.3 Etat des lieux contradictoire

A la notification du présent marché, un état des lieux des appareils est réalisé de façon contradictoire entre les parties dans le mois qui suit la prise à l'entretien de l'appareil.

Sans remarque de la part du titulaire, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

A la fin du marché, le titulaire laissera les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement, de sécurité et libre de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements. A cet effet, un état contradictoire de l'état des matériels sera dressé. Tous plans et notices relatifs aux installations seront remis au format papier et électronique au responsable du service technique du Centre Hospitalier.

En cas de négligence ou carence dans l'exécution des clauses du marché, les travaux de remise en état contradictoirement acceptés seront à la charge du titulaire.

7.4 Audit des équipements existants

À compter de la date de prise d'effet du marché, le prestataire aura 3 mois pour fournir aux services techniques un audit complet des installations existantes (6 appareils). Cet audit permettra d'établir un plan pluriannuel de travaux (sur 3 ans) afin de fiabiliser les appareils pour les 10 prochaines années.

Ce plan devra être chiffré et accompagné de devis détaillés mentionnant les opérations de remplacement ou de modernisation des différents composants des 6 appareils (treuils, manœuvre, organes de sécurité, portes palières, portes cabines, guidages, matériels électroniques, opérateurs, éclairages, boîtes à boutons, habillage cabines, protection anti-vandale, etc.), liste non exhaustive. Cet audit pourra, le cas échéant, être validé et confirmé par un bureau d'études indépendant, à la charge du Centre Hospitalier de Saint-Denis, si celui-ci le juge nécessaire.

ARTICLE 8 LISTE DES EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LE MARCHE

Les installations concernées par le présent marché sont définies en annexe 2.